



## **Nouvelle rentrée scolaire, nouvelle accélération de la dégradation des conditions de travail des personnels d'inspection !**

12 septembre, 2024 | Communiqué

Après trois ans de préparation au sein du syndicat des personnels de direction ID-FO, Indépendance et Direction Force Ouvrière, les statuts du SNCI-FO, Syndicat des Corps d'Inspection de l'Éducation Nationale Force Ouvrière ont été déposés à l'issue de son congrès fondateurs à Montreuil le 28 juin dernier.

Le SNCI-FO est un syndicat libre et indépendant, fédéré et confédéré. Il est le quinzième syndicat de la FNEC FP-FO, Fédération Nationale de l'Éducation, de la Culture et de la Formation Professionnelle Force Ouvrière. Il est également membre de la CGT-FO, Confédération Générale du Travail, Force Ouvrière.

Le SNCI-FO défend les intérêts individuels et collectifs des personnels d'inspection des ministères de l'Éducation nationale et de la Jeunesse et des sports ainsi que l'École publique.

Dès sa création, le SNCI-FO a exprimé son inquiétude concernant la rentrée scolaire qui s'annonçait. Ses craintes se sont fait réalité comme en témoigne le panorama de ces premières semaines de l'année scolaire.

Des autorités académiques au management brutal, une ministre démissionnaire qui organise une rentrée scolaire hors de tout contrôle démocratique, un premier ministre nommé sans légitimité citoyenne et bientôt un nouveau ministre de l'Éducation nationale, le cinquième en deux ans !

Plusieurs fois ministre et commissaire européen, Michel Barnier est un fervent partisan des politiques de rigueur et de privatisation. Il considère ainsi qu'à l'Éducation nationale, « les fonctions support et l'administration sont plus lourdes chez nous que partout ailleurs ». Autrement dit, il faut dégraisser ! Comme Jean-Michel Blanquer et tous les ministres d'Emmanuel Macron, c'est un farouche opposant au cadre national de l'École publique et au Statut général de la fonction publique.

Un rapport de l'inspection générale des finances préconise une offensive d'une brutalité inouïe contre l'éducation. Des coupes budgétaires sous prétexte de « déclin démographique » alors que les classes françaises sont déjà les plus chargées d'Europe, la remise en cause des dédoublements en éducation prioritaire, la fermeture de près de 2000 écoles y sont envisagées !

Les personnels d'inspection observent avec la plus grande inquiétude l'absence d'éthique de la fonction gouvernante au plus haut de l'État qui impacte massivement les conditions de travail des personnels et le fonctionnement de l'École publique.

Le SNCI-FO s'est toujours opposé et dénonce la concurrence généralisée pour la rémunération avec le RIFSEEP voté par l'UNSA et la FSU en Comité Technique Ministériel le 12 juillet 2021. Cette concurrence s'ajoute à l'inflation évaluative, au morcellement des missions, à l'hypertrophie des tâches de gestion absurdes qui contribuent à l'éloignement des personnels d'inspection de leurs missions historiques et fondamentales.

Leur formation se voit réduite à peau de chagrin, leur rémunération est en berne. Les moyens d'exercer leurs missions s'étiolent, le manque de conseillers pédagogiques, le recours massif à des secrétaires de circonscription contractuels ne permettent plus d'organiser et de faire fonctionner le service public.

Inclusion scolaire, attractivité des métiers de l'éducation, conditions de travail... la politique éducative mise en œuvre par une succession de ministres inédite n'a apporté aucune solution aux difficultés que rencontrent les élèves, leurs familles et les personnels ! C'est même tout le contraire puisque les inspectrices et les inspecteurs observent partout l'effondrement de l'École publique !

Pour le SNCI-FO, l'heure est à la satisfaction des revendications, à commencer par :

- L'abandon du RIFSEEP et de toute forme de rémunération dite « au mérite » !
- L'augmentation immédiate de 10 % du point d'indice et la revalorisation des grilles indiciaires des personnels d'inspection !
- Le martien du cadre national et en présentiel de la formation des personnels d'inspection !
- Le recentrage des missions des personnels d'inspection vers l'utilité sociale de l'École publique !
- Des moyens humains à la hauteur des besoins de l'École publique !

Le SNCI-FO, avec sa fédération, exige l'abrogation de la réforme Macron-Borne et l'accès à la retraite à taux plein dès 60 ans, l'annulation de toutes les coupes budgétaires et des suppressions de postes, l'abrogation du « choc des savoirs », de la loi Rilhac, du SNU et de Parcoursup.

**Le SNCI-FO**  
**Pour des salaires à la hauteur de nos responsabilités !**  
**Pour des moyens adaptés à l'exercice de nos missions !**  
**Pour les personnels d'inspection !**  
**Pour l'École publique !**